

IMF Survey

CRISE ÉCONOMIQUE MONDIALE

Le G-20 se réunit à un moment crucial pour le monde

Bulletin du FMI en ligne

Le 27 mars 2009

- L'assainissement du secteur financier est une priorité absolue
- Les mesures de relance devraient être prolongées jusqu'en 2010 pour entretenir la reprise
- Le Directeur général du FMI compte sur une forte augmentation des ressources de l'institution

Les dirigeants du Groupe des Vingt (G-20) pays avancés et émergents se réuniront en sommet à Londres la semaine prochaine alors que la crise économique place le monde à la croisée des chemins. Ce sommet sera pour eux l'occasion de créer les conditions d'une reprise l'année prochaine pour peu que soient mises en œuvre les bonnes politiques, a déclaré le Directeur général du FMI, Dominique Strauss-Kahn.

Lors d'une vidéoconférence qui lui a permis de s'adresser en même temps à des journalistes de Londres, Paris et Washington, M. Strauss-Kahn a énuméré cinq grands dossiers sur lesquels le FMI attend des résultats du sommet pour combattre le plus grave ralentissement de l'activité économique mondiale depuis 60 ans et faire avancer la réflexion sur les moyens d'améliorer la réglementation d'un système financier international qui ne fonctionne plus.

- **Nettoyage du secteur financier.** M. Strauss-Kahn a déclaré que, pour relancer la croissance mondiale, il était indispensable d'assainir les bilans des banques et de remettre le secteur financier en état de marche. « Les pays peuvent s'y prendre de diverses manières, mais c'est maintenant qu'ils doivent agir ».
- **Faire en sorte que la relance budgétaire se poursuivre l'année prochaine.** Selon M. Strauss-Kahn, les gouvernements du monde ont très bien fait d'annoncer des plans de relance pour contrer le ralentissement et créer des emplois, mais ils doivent veiller à ce que ces efforts soient poursuivis en 2010.
- **Aider les pays émergents frappés par la crise.** Bien que la crise ne soit pas née dans les pays émergents, beaucoup d'entre eux pâtissent de l'effondrement des crédits commerciaux et de l'arrêt des flux de capitaux. Le FMI doit avoir assez de ressources pour leur venir en aide, sinon l'effondrement des économies émergentes serait catastrophique pour les pays développés, ce qui ne ferait qu'aggraver la crise.
- **Épauler les pays à faible revenu.** Certains des pays les plus pauvres de la planète souffrent du ralentissement de la croissance mondiale : leurs exportations sont en chute libre tandis que les cours des matières premières et les flux d'aide diminuent. M. Strauss-Kahn souhaite obtenir un doublement des ressources dont dispose le FMI pour accorder des prêts concessionnels aux pays à faible revenu afin de les protéger des effets de la crise.

- **Accroître les ressources du FMI.** Le FMI espère que ses ressources prêtables seront au moins doublées et portées à 500 milliards de dollars EU. Il serait ainsi en mesure d'apporter son concours et les pays auraient l'assurance de disposer de financements pendant la crise. Le Japon a déjà fourni 100 milliards de dollars EU de fonds supplémentaires et l'Union européenne a annoncé l'engagement de 75 milliards d'euros.

Une réunion cruciale

« Il est vital que les dirigeants du G-20 parviennent à un accord lors de leur réunion à Londres le 2 avril, a déclaré M. Strauss-Kahn. S'il y a un affrontement majeur, ce ne sera pas bon pour la confiance ».

Il espère que lors de ce sommet, les dirigeants du G-20 afficheront leur unité et leur volonté de prendre l'initiative. Bien que le monde ne soit pas dans la même situation qu'en 1944, les changements qui seront décidés à Londres pourraient constituer une réorientation stratégique aussi importante que celle qui a eu lieu avec la création du FMI et de la Banque mondiale à Bretton Woods, dans le New Hampshire, à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Outre l'adoption de son programme en cinq points, M. Strauss-Kahn souhaiterait que des mesures soient arrêtées pour commencer à réformer le système financier international, notamment la réglementation des paradis fiscaux, des agences de notation et des fonds spéculatifs.

« Je n'attends pas de grandes nouveautés. Ce que j'attends, c'est que les dirigeants mondiaux s'engagent à aller de l'avant, et ce sans tarder ».

Le FMI a annoncé que, d'après les dernières projections, l'activité mondiale devrait se contracter de ½ à 1 % en 2009 en moyenne annuelle — le premier repli de cette ampleur depuis 60 ans. On s'attend encore à un modeste redressement de la croissance mondiale l'année prochaine, mais il reste subordonné à plusieurs conditions : des mesures globales pour stabiliser le système financier, une relance budgétaire de grande envergure, une amélioration progressive de l'accès au crédit, l'arrêt de la chute du marché immobilier aux États-Unis et l'effet d'amortissement attendu de la forte baisse des cours du pétrole et des autres principales matières premières.

Plus la crise se prolonge, plus les pays émergents et à faible revenu souffrent. Jusqu'à présent, le FMI a prêté 50 milliards de dollars EU pour aider plusieurs pays touchés par la crise et des négociations sont en cours pour prêter beaucoup plus. C'est la raison pour laquelle l'institution multilatérale s'efforce d'accroître considérablement ses ressources.

Un réaménagement majeur des instruments de prêt du FMI

En complément de la forte augmentation proposée de ses ressources, le FMI a annoncé un réaménagement de ses instruments de crédit, qui se traduira par l'octroi de prêts de montants plus élevés à des conditions adaptées aux divers atouts des pays et à leur situation particulière.

Le FMI a annoncé le 24 mars la création d'une nouvelle ligne de crédit modulable à l'intention des pays ayant un cadre et des fondamentaux économiques solides et de bons antécédents en matière de politique économique. Une fois approuvés, ces prêts — qui sont une sorte de police d'assurance pour les pays les plus performants — peuvent être décaissés en totalité lorsque le besoin s'en fait sentir et non en fonction du respect d'objectifs comme dans les programmes traditionnels appuyés par le FMI.

Enfin, l'institution, qui est forte de 185 pays membres, a annoncé qu'elle doublerait les plafonds des prêts non concessionnels, renforcerait sa facilité traditionnelle de prêt dans le cadre des accords de confirmation et simplifierait les conditions de ses prêts. Une réforme complémentaire des instruments de prêts concessionnels à l'intention des pays à faible revenu est aussi en cours.

Un énorme changement de philosophie au FMI

M. Strauss-Kahn a déclaré que le réaménagement des instruments de prêt du FMI représentait un énorme changement de philosophie pour l'institution, dans la mesure où celle-ci ne cherchera plus à assortir ses prêts de conditions parfois très lourdes qui, dans le passé, tendaient à jeter le discrédit sur les pays empruntant au FMI, surtout en Asie et en Amérique latine.

La conditionnalité des prêts du FMI a aussi été adaptée de manière à ce que le suivi des réformes structurelles convenues avec un pays s'inscrive dans un contexte large. Ce changement concerne aussi les pays à faible revenu.

Le Directeur général a indiqué que ces réformes seraient suivies de nouveaux changements dans la représentation des pays au FMI, le but étant d'accroître la participation des pays émergents et à faible revenu. Il compte que le sommet du G-20 fera avancer le processus de réforme du système des quotes-parts, qui détermine la représentation des pays membres au sein de l'institution.

Les pays du G-20 représentent à eux tous environ 90 % du produit national brut mondial, 80 % des échanges commerciaux de la planète (y compris le commerce à l'intérieur de l'Union européenne) et deux tiers de la population mondiale. Les dix-neuf pays membres sont les suivants : Afrique du Sud, Allemagne, Arabie saoudite, Argentine, Australie, Brésil, Canada, Chine, Corée du Sud, États-Unis, France, Inde, Indonésie, Italie, Japon, Mexique, Royaume-Uni, Russie et Turquie, auxquels se joignent l'Union européenne, représentée par le pays occupant la présidence tournante du Conseil et la Banque centrale européenne. Le Directeur général du Fonds monétaire international et le Président de la Banque mondiale, ainsi que les présidents du Comité monétaire et financier international et du Comité du développement du FMI et de la Banque mondiale participent aussi aux réunions du G-20.

Les commentaires sur cet article sont à envoyer à imfsurvey@imf.org.

Traduction d'un article paru dans *IMF Survey magazine* accessible à www.imf.org/imfsurvey.